



CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2024
CENTRES LOCAUX D'INFORMATION ET DE COORDINATION EN
EXPERIMENTATION « MISSIONS REFERENTES D'ACCUEIL DES CIRCUITS MDA 76 »



Il est arrêté et convenu ce qui suit :

ENTRE :

Le Département de la Seine-Maritime représenté par Monsieur Bertrand BELLANGER, Président du Département, agissant en vertu de la délibération n° 1.2 du conseil départemental du 7 décembre 2023,

Ci-après dénommé « Le Département » ;

D'UNE PART

ET :

La personne morale gestionnaire du centre local d'information et de coordination (CLIC) des Aînés, le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de ROUEN, dont le siège social est situé à ROUEN, représentée légalement par Madame Caroline DUTARTE, Vice-Présidente de l'organisme gestionnaire,

Ci-après dénommé « Le CLIC » ;

D'AUTRE PART

VU :

- ↗ Le code de l'action sociale et des familles (CASF), et notamment ses articles L.312-1 (11°) ; L.113-2 ; L.313-1 ; L.313-1-1 ; L.313-3 ; L.313-11 ; R.314-51 II et III et R.314-195 ;
- ↗ La loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale, et notamment son article 15 codifié à l'article L.312-1 du CASF ;
- ↗ La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, et notamment son article 56 ;
- ↗ La loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, et notamment son article 76 ;
- ↗ La délibération n° 1.1 du conseil départemental du 7 décembre 2023 adoptant le schéma unique des solidarités 2023-2027 ;
- ↗ La délibération n° 1.2 du conseil départemental du 7 décembre 2023 adoptant le nouveau cahier des charges des CLIC, ainsi que la convention cadre d'objectifs et de moyens 2024 entre le Département et les organismes gestionnaires de CLIC.

PREAMBULE

Principal financeur des CLIC, le Département autorise leur création.

Le centre local d'information et de coordination (CLIC) assure sur son territoire un rôle primordial de coordination et de mise en réseau des différents acteurs intervenant auprès des personnes âgées de 60 ans et plus, notamment par une articulation entre le social, le médico-social et le sanitaire.

Il assure l'information, l'évaluation multidimensionnelle des besoins de la personne et la mise en place de plans d'accompagnement adaptés à la situation. Il met également en place des actions collectives d'information et de prévention.

Il mobilise les divers partenaires en lien avec le secteur gérontologique : centres médico-sociaux, centres communaux d'action sociale, réseaux de santé, gestion de cas complexes, médecins, professionnels de santé libéraux, services à domicile, services de soins infirmiers à domicile, hospitalisations à domicile, caisses de retraite, mutuelles, équipes hospitalières, établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, réseaux locaux de promotion de la santé, caisses d'assurance maladie, associations d'usagers, collectivités territoriales, services d'information et d'accès aux droits, etc.

Il concourt à la mise en œuvre du schéma unique des solidarités 2023 - 2027 sur son territoire d'intervention.

Article 1 : Objet de la convention

Cette convention fixe les objectifs attendus par le Département ainsi que les obligations réciproques du Département et des organismes gérant les CLIC, dans le respect du cahier des charges adopté par le conseil départemental.

Le cahier des charges et son annexe portant critères d'attribution de la subvention départementale aux CLIC ont valeur contractuelle. La présente convention et l'annexe du cahier des charges prévalent sur le cahier des charges.

La présente convention est élaborée pour l'année 2024. Elle permet de préciser les missions des référents de parcours dans une phase expérimentale précédant le déploiement complet des maisons départementales de l'autonomie et des aidants 76 (MDAA 76).

L'organisme gestionnaire susvisé gère le CLIC « des Aînés » intervenant sur la commune de Rouen.

Article 2 : Pilotage et suivi du CLIC

• Rôle et composition du comité de pilotage départemental des CLIC

Le comité de pilotage départemental des CLIC a pour mission de mettre en œuvre la gouvernance des CLIC en veillant au respect des orientations données. Il fixe les axes de travail prioritaires pour l'ensemble des CLIC. Il organise, à l'échelle départementale, leur évaluation et leur suivi.

Présidée par la vice-présidente en charge des solidarités humaines, cette instance réunit l'ensemble des présidents de CLIC et un représentant du comité départemental pour la citoyenneté et l'autonomie (CDCA).

• Rôle et composition du comité consultatif local

Le comité consultatif local est mis en place par le gestionnaire du CLIC. Il s'agit d'une instance de proximité permettant de travailler avec les partenaires locaux sur des propositions :

- d'axes de travail prioritaires ;
- de programmation annuelle d'objectifs à atteindre ;
- de groupes de travail et d'actions d'information et de prévention en lien avec les besoins repérés.

Ces propositions sont soumises à validation du gestionnaire.

Sous la responsabilité du gestionnaire du CLIC et en lien étroit avec le responsable autonomie/MDAA 76, chaque CLIC met en place cette instance qui se réunit à minima à 2 reprises par an. Ce comité est composé des partenaires de proximité représentatifs du secteur gériatrique de son territoire.

Un représentant de la direction de l'autonomie et du conseil départemental pour la citoyenneté et l'autonomie (CDCA) sont également membres de ce comité.

Les vice-présidents du conseil départemental du territoire d'intervention du CLIC sont systématiquement invités.

Les services du département et notamment les responsables MDA 76 n'organisent et ne participent pas aux instances statutaires du gestionnaire, celles-ci lui incombant exclusivement.

Article 3 : Relations avec les usagers

1) Les règles déontologiques :

Le CLIC veille à ce que l'information donnée, sa diffusion, les réponses apportées soient réalisées dans un souci de neutralité et d'objectivité, en particulier en ce qui concerne l'offre de service.

L'action du CLIC s'exerce en veillant à la confidentialité des informations qui lui sont transmises dans le respect des décrets n°2016-994 et 1349 sur les échanges entre professionnels et des règles déontologiques auxquelles sont soumis les différents professionnels.

Il doit veiller à respecter le libre choix de la personne.

Par ailleurs, le CLIC doit proposer un accès gratuit pour les usagers et les partenaires.

L'équipe du CLIC porte une attention particulière au respect du secret médical, conformément au code de déontologie (article R 4127-4 du code de santé publique) qui énonce que « le secret professionnel, institué dans l'intérêt des patients s'impose à tout médecin dans des conditions établies par la loi. Le secret couvre tout ce qui est venu à la connaissance du médecin dans l'exercice de sa profession, c'est-à-dire non seulement ce qui lui a été confié, mais aussi ce qu'il a vu entendu et compris ». Le secret médical est une obligation absolue à laquelle il ne peut être dérogé que dans les seuls cas prévus expressément par la loi. Dès lors, la communication de toute information couverte par le secret médical à toute personne non soumise au secret médical (par exemple entre un médecin et un autre professionnel du champ social ou médico-social) ne peut être faite que dans les seuls cas prévus par la loi (et ses dispositions d'application, le cas échéant).

2) L'information et les droits des usagers :

Le CLIC s'engage à mettre en place, les outils de la loi du 2 janvier 2002 et à les porter à la connaissance de tout usager faisant appel à ses services : le règlement de fonctionnement, le livret d'accueil, le projet de service, le contrat d'accompagnement, la charte des droits et libertés de la personne accueillie et la participation des usagers. Afin d'accompagner les CLIC dans cette démarche, le Département a conçu avec ces derniers un référentiel de mise en œuvre des outils de la loi du 2 janvier 2002.

La loi impose une actualisation de ces outils tous les 5 ans. A la mise en place des MDA 76, ceux-ci seront actualisés afin de prendre en compte ce nouveau mode d'organisation.

Guichet d'information, le CLIC met à disposition des personnes âgées, de leurs proches mais aussi des partenaires un guide actualisé des aides, services et structures au profit des personnes âgées sur leur territoire.

Article 4 : Relations avec le Département

- **La direction de l'autonomie** assure le pilotage du dispositif comprenant :
 - l'animation du comité de pilotage départemental, des relations entre CLIC (réunions CLUB CLIC, diffusion des bonnes pratiques, partage d'expériences professionnelles) et la participation aux comités consultatifs de chaque CLIC ;
 - la gestion administrative et financière du dispositif ;
 - le suivi et l'évaluation des CLIC ;
 - la définition d'orientations en matière d'actions collectives sur une base annuelle travaillée en lien avec le programme coordonné de la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie (CFPPA) ;
 - l'accès à certaines de ses ressources et compétences internes. Les CLIC peuvent ainsi s'appuyer sur l'expertise des professionnels de la direction (médecins, ergothérapeutes, instructeurs APA, chargés de mission, ...).

La direction de l'autonomie anime et coordonne la mise en œuvre des MDAA 76 dont les CLIC constituent un des maillons essentiels. Aussi, pendant la période d'expérimentation, des points d'étape réguliers avec les CLIC expérimentateurs seront organisés et animés par la direction de l'autonomie.

- **Le responsable autonomie/ MDAA 76** assure la mise en œuvre de la politique départementale de l'autonomie sur son territoire d'intervention. Il anime, le cas échéant, le déploiement progressif de la maison départementale de l'autonomie et des aidants 76 (MDAA 76) en lien avec les partenaires.

Il travaille à la mise en place du schéma d'animation territorial comprenant l'organisation de l'accompagnement des publics (personnes âgées, personnes en situation de handicap, aidants) et le programme local de prévention, avec l'appui de son adjoint.

Il relaie les orientations fixées par la direction de l'autonomie. À ce titre, il est associé aux différentes instances d'animation et de pilotage des CLIC et des plateformes de service handicap adultes (PFSHA). Il garantit la coordination du parcours de vie de la personne âgée en lien avec son adjoint et assure l'accompagnement de proximité des CLIC et des plateformes de services handicap adultes (PFSHA). Il assure une mission d'appui à la mise en œuvre des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens et du cahier des charges des CLIC et des PFSHA et veille à la bonne articulation entre les différents dispositifs de coordination (MDAA 76, DAC, communautés 360, ...).

Dans le cadre de la mise en œuvre « des maisons départementales de l'autonomie et des aidants 76 », il accompagne les professionnels du CLIC et de l'APA vers une convergence des évaluations et des accompagnements réalisés avec le soutien des services de la direction de l'autonomie.

Il contribue à assurer aux usagers, une plus grande lisibilité et une continuité dans leur accompagnement. L'organisme gestionnaire doit privilégier et valoriser cette articulation entre les équipes autonomie du Département et le CLIC.

Il assure la mise en œuvre du programme local de prévention (PLP) et garantit la cohérence entre les actions développées par le CLIC et les projets sociaux de territoire (PST).

Il est associé aux évolutions substantielles des modalités de fonctionnement du CLIC (changement de local, recrutements, etc.).

Article 5 : Les moyens du CLIC

1) Les moyens matériels :

L'organisation décrite ci-dessous pourra être amenée à évoluer en cours d'année en fonction du déploiement progressif des MDAA 76.

- L'accueil physique : les locaux et l'ouverture au public

Le CLIC doit proposer un lieu d'accueil, d'écoute et de ressources facilement accessible (accessibilité par les transports en commun et pour les personnes à mobilité réduite) et si ce n'est pas le cas, s'adapter en s'appuyant sur les potentialités d'accueil des territoires servis, et notamment sur les acteurs de premier recours ayant participé à des sessions de sensibilisation¹, par exemple les CMS, les CCAS et les mairies.

Dans une perspective de simplifier l'accès à la réponse pour l'usager, les projets de maisons départementales de l'autonomie et des aidants 76 incitent au regroupement des différents professionnels intervenant dans l'évaluation des besoins de la personne âgée, de la personne en situation de handicap et de leurs aidants. À ce titre, les projets de mutualisation de locaux seront poursuivis en 2024 sur les territoires.

Les locaux doivent permettre la confidentialité des entretiens réalisés.

Le CLIC garantit un fonctionnement sur une ouverture d'au moins 220 jours par an. Il doit assurer du lundi au vendredi un service au public d'au moins 4 heures par jour en prenant en compte les habitudes de vie du secteur. Durant les périodes de fermeture, il doit mettre en place une continuité du service 12 mois sur 12 en prévoyant un relais avec les autres CLIC ou les autres partenaires.

- L'accueil téléphonique :

En dehors des heures d'ouverture, le CLIC doit disposer d'un répondeur téléphonique informant des plages horaires et permettant aux appelants de laisser un message.

Le CLIC s'engage à contacter en semaine dans un délai de 48 heures les personnes ayant indiqué leur nom et leur numéro de téléphone.

- Les moyens informatiques :

Le CLIC s'engage à disposer d'un logiciel de gestion de son activité et à collecter des informations fiables sur son activité conformément aux attentes du rapport d'activité départemental.

2) Les moyens humains : le personnel

- Recrutement :

Le personnel est recruté et géré par l'organisme gestionnaire du CLIC.

L'organisme gestionnaire recrute en fonction des crédits disponibles (subventions allouées) et de l'accord préalable des principaux financeurs. Le responsable autonomie/ MDAA 76 de territoire est systématiquement associé au recrutement des agents et à leur remplacement, en cas d'absence prolongée.

- Profil des postes :

Le CLIC est composé d'une équipe minimale de deux personnes dont les missions principales ont trait à l'évaluation, la coordination et la prévention. Dans ce cadre, les profils de poste administratifs devront évoluer pour être en adéquation avec les différentes missions confiées aux CLIC.

L'organisme gestionnaire doit définir des fiches de poste en lien avec les missions confiées. Le Département met à disposition des CLIC une fiche de poste type détaillant les fonctions de coordonnateur.

Les personnes recrutées dans les fonctions de coordinateur et/ou d'évaluateur doivent disposer à minima un diplôme de niveau 6 (DE travailleur social, DE CESF, licence professionnelle en gérontologie, etc.) et avoir une expérience significative dans le secteur gérontologique.

Les profils de poste pourront être adaptés en fonction des spécificités locales.

¹ Ces sessions proposées par les professionnels des MDAA 76 visent à sensibiliser les acteurs de premier recours au repérage de la fragilité. Elles leur permettent également d'être en capacité de délivrer une information adaptée et de réorienter les personnes vers les bons interlocuteurs, le cas échéant.

- Plan de formation :

L'organisme gestionnaire définit et arrête un plan annuel de formation et le transmet au Département. Le responsable autonomie/ MDAA 76 pourra être force de proposition dans la définition du plan de formation soumis à la validation du gestionnaire.

Dans la phase d'expérimentation, des formations seront proposées par le Département aux équipes des CLIC (girage, référentiel APA et des aides techniques, CESU 76, référent de parcours MDAA76...) afin de leur permettre d'élaborer les plans d'aide APA.

Article 6 : L'activité du CLIC

Les CLIC constituent un maillon essentiel des MDAA 76. La présente convention conforte leur rôle et détaille leurs missions concernant :

- l'accueil approfondi, l'information et l'orientation des publics ;
- l'évaluation multidimensionnelle des besoins de la personne âgée et de ses proches aidants et la mise en place du plan d'accompagnement ;
- la coordination des intervenants autour de la personne ;
- la prévention de la perte d'autonomie.

1) L'accueil approfondi, l'information, l'orientation :

Les professionnels des CLIC soutiennent l'ensemble des acteurs de premier recours (accueillants généralistes) dans leurs missions d'accueil, d'information et d'orientation.

Dans le cadre du réseau MDAA 76, le CLIC contribue notamment à apporter aux acteurs adhérents les ressources et outils nécessaires pour remplir cette fonction via :

- **La mise en place et l'organisation de sessions de sensibilisation « de niveau 1 »** à l'appui de partenaires ressources et de l'expertise des professionnels de la direction de l'autonomie (médecins, ergothérapeutes, instructeurs APA, chargés de mission, ...). Ces sessions dispensent aux acteurs adhérents les informations nécessaires pour la réalisation de cet accueil généraliste. Elles permettent également de les former au repérage de la fragilité des personnes en perte d'autonomie ou en situation de handicap et d'identifier les professionnels relais.
- **La mise en place et l'organisation de sessions de sensibilisation « de niveau 2 »** : Ces sessions permettent aux acteurs adhérents au réseau d'être en capacité d'orienter vers les acteurs ressources spécialisés du territoire et de se repérer dans le paysage de la coordination du champ gérontologique et du handicap.

Par subsidiarité, ils doivent :

- être en capacité d'accueillir la personne âgée de 60 ans et plus, son entourage ou un professionnel ;
- délivrer une information permettant l'exercice du droit des personnes à un libre choix parmi l'offre de services. Ils apportent une réponse impartiale précise et adaptée ;
- orienter, c'est-à-dire proposer une mise en contact vers un partenaire ou un dispositif. Pour être en adéquation avec les besoins spécifiques, l'orientation ne peut se faire que par une bonne connaissance des partenaires locaux, de l'offre de services et/ou de professionnels.

2) L'évaluation multidimensionnelle des besoins et la mise en place de plans d'accompagnement :

Les CLIC doivent réaliser des évaluations multidimensionnelles, mettre en œuvre, suivre et adapter des plans d'accompagnement pour les personnes âgées de 60 ans et plus. Ces missions s'étendent aux proches aidants lorsque la situation le nécessite, c'est-à-dire lorsque le soutien apporté par l'aidant est significatif et continu et qu'un besoin de relai apparaît opportun pour l'équilibre de la dyade aidant/aidé. L'évaluation multidimensionnelle se caractérise par une approche globale et une analyse de la situation d'une personne dans toutes ses dimensions : son environnement physique, son habitat, son environnement social, son entourage, la réalisation des activités de la vie quotidienne, les aides et démarches déjà mises en œuvre.

Les professionnels des CLIC doivent remplir cette mission qui :

- requiert l'accord préalable de la personne²;
- se réalise, le plus souvent, à domicile afin de répondre aux exigences d'une prise en compte globale qui s'appuie sur le projet de vie³ de la personne et sur son environnement ;
- lorsque la situation de la personne nécessite une approche pluridisciplinaire, les professionnels du CLIC, s'ils ne disposent pas des compétences en interne, doivent rechercher la pluridisciplinarité nécessaire en nouant les partenariats adaptés ;
- doit s'appuyer sur un/des outil(s) multidimensionnel(s) adaptés.

La loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement instaure une évaluation multidimensionnelle de la situation et des besoins des personnes âgées et de leurs proches aidants dans le cadre de l'évaluation de la demande de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) ⁴ par les équipes médico-sociales des conseils départementaux.

Par l'arrêté du 5 décembre 2016 fixant le référentiel d'évaluation multidimensionnelle de la situation et des besoins des personnes âgées et de leurs proches aidants, prévu par l'article L. 232-6 du Code de l'action sociale et des familles, ce référentiel devient l'outil réglementaire pour les équipes médico-sociales des départements en charge de l'éligibilité à l'APA.

En effet, basée sur une approche globale, l'évaluation multidimensionnelle ne se limite pas à recueillir les éléments strictement nécessaires pour se prononcer sur l'éligibilité à l'APA.

Elle est réalisée à un instant « t », en tenant compte des souhaits de la personne et de ses projets et en s'appuyant sur ses atouts et ses capacités. Elle se distingue ainsi uniquement de l'étude des critères d'éligibilité à l'APA.

L'évaluation multidimensionnelle d'une situation individuelle n'a de sens que si elle vise à élaborer un plan d'accompagnement adapté aux besoins de la personne.

En analysant plusieurs dimensions de sa situation, l'évaluation conduit à identifier les besoins auxquels répondre globalement ainsi que les ressources et les potentialités. Ces éléments servent d'appui à la construction du plan.

Le plan d'accompagnement :

- doit être élaboré avec la personne en tenant compte prioritairement de son avis mais également de l'avis de ses proches aidants / personnes référentes ;
- établit un lien avec le médecin traitant. Celui-ci peut être facilité notamment lorsqu'une équipe mobile de gériatrie à domicile intervient sur le territoire du CLIC ;
- formalise l'ensemble des besoins exprimés et des réponses proposées. Il inclut donc les éléments du plan APA lorsqu'il en existe un.

Pour remplir ces missions, le Département demande aux CLIC d'utiliser le référentiel d'évaluation multidimensionnelle de la situation et des besoins des personnes âgées et de leurs proches aidants, à l'instar des équipes APA.

Dans le cadre de l'expérimentation des missions de référent de parcours MDAA 76, les équipes des CLIC sont formées plus spécifiquement à l'évaluation du GIR⁵ nécessaire à l'attribution de l'APA, ainsi qu'au référentiel APA, au référentiel des aides techniques, au CESU 76 et à la référence de parcours. Une fois formées, elles réaliseront le plan d'aide APA en cas de première demande, de révision ou de renouvellement adressées au CLIC.

² Réf : le contrat d'accompagnement ou document individuel de prise en charge : outil de la loi 2002-2

³ Le projet de vie : Il s'agit de la libre expression par la personne lors d'une rencontre avec un professionnel, de ses attentes, ses souhaits et ses besoins. Les professionnels intervenants participent à la mise en œuvre totale ou partielle du projet de vie. Cette notion fondamentale doit guider l'évaluation et la mise en place du plan d'accompagnement. La pleine participation des usagers et de leurs proches à la mise en œuvre de leur projet de vie doit être recherchée.

⁴ Article L. 232-6 du Code de l'action sociale et des familles

⁵ GIR : groupe iso ressources

3) La coordination :

Les professionnels du CLIC ont compétence à coordonner le plan d'accompagnement, de sa mise en œuvre à son suivi jusqu'à son adaptation.

- Dans la mise en œuvre :

- concrétiser par étape et avec des échéances de manière à contribuer à la mise en place de réponses adaptées et diversifiées ;
- mettre en place la coordination des aides et des intervenants avec l'accord et en considération du rythme de la personne concernée et/ou de son entourage.

- Dans le suivi :

- vérifier l'effectivité de la mise en œuvre du plan au moyen de contacts réguliers avec la personne, son entourage ou les professionnels ;
- les CLIC n'ont pas vocation à assurer le suivi social des personnes.

- Dans l'adaptation du plan⁶ :

- modifier ou réajuster le plan ;
- permettre d'adapter la palette de services en fonction des évolutions vécues de la personne ;
- favoriser une prise en compte globale et, a fortiori, complémentaire entre les champs sanitaire, social et médico-social ;
- permettre de gérer, éventuellement, les situations de crise impactant le plan d'accompagnement.

Le CLIC met en œuvre mensuellement des commissions pluridisciplinaires⁷. Ces commissions sont un lieu d'échange sur les situations nécessitant une coordination souvent caractérisée par l'imbrication de plusieurs problématiques (santé, précarité, troubles psychologiques/psychiatriques, addiction, isolement social et affectif).

Les commissions pluridisciplinaires sont composées de professionnels de l'action sociale, médico-sociale et sanitaire. Dans le cadre du rapprochement des missions entre les équipes CLIC et APA, ces derniers y seront systématiquement associés. Les commissions pluridisciplinaires permettent :

- d'analyser les situations repérées par les partenaires ou par l'équipe du CLIC ;
- d'apporter un soutien technique et collectif face à une situation donnée ;
- d'assurer le suivi de la mise en place des préconisations en fixant un échéancier des actions à engager ;
- de permettre de mobiliser les moyens existants ;
- de proposer des réponses concrètes, adaptées aux besoins et/ou à la demande de la personne et de ses proches dans la limite des moyens existants.

La pluridisciplinarité des professionnels doit être adaptée au traitement de chaque situation.

Ces commissions permettent notamment l'orientation vers le dispositif d'appui à la coordination (DAC), de situations instables cumulant 3 problématiques : perte d'autonomie décisionnelle, dominante du champ sanitaire et aides et/ou soins insuffisants ou inadaptés.

Les MDAA 76 visant à simplifier le processus d'accompagnement de l'utilisateur et à éviter les doublons, les missions des acteurs concernés évolueront vers des postes de référents de parcours.

Dans un souci de convergence des missions respectives entre travailleurs sociaux APA et CLIC, un plan de formation à destination des travailleurs sociaux APA sera mis en œuvre, concernant le volet accompagnement et coordination pour que ces derniers puissent mener ces missions.

De plus, des outils et un système d'information communs sont envisagés.

En 2024, des réunions d'équipes communes entre les travailleurs sociaux APA et les CLIC seront organisées régulièrement.

⁶ Cette action se fait sur la durée, toujours avec l'accord de la personne

⁷ Cf. charte des commissions pluridisciplinaire

4) La prévention (uniquement pour les CLIC souhaitant s'engager dans un programme local de prévention. Dans ce cas, un avenant leur sera proposé au 1^{er} trimestre 2024) :

Au titre de l'année 2024 et en fonction des crédits alloués par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), des financements supplémentaires au titre de la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie (CFPPA) pourront être mobilisés pour soutenir le rôle de prévention des CLIC sur les territoires. Les actions et financements sont précisés ci-après.

Ces financements complémentaires seront dédiés à la mise en œuvre des programmes locaux de prévention (PLP) à destination :

- des personnes âgées de 60 ans et plus ;
- des proches aidants et ;
- des professionnels du secteur gériatrique.

Les CLIC souhaitant s'engager dans la mise en place de programmes locaux de prévention (PLP), associeront les acteurs locaux soit :

- à l'échelle du territoire de plusieurs CLIC ;
- d'un CLIC avec antennes⁸ ;
- d'un CLIC de plus de 20 000 habitants âgés de 60 ans et plus.

Ces PLP porteront une attention particulière sur les publics les plus éloignés de la prévention.

✓ Actions à destination des personnes âgées de 60 ans et plus

Le territoire ainsi constitué doit former un ensemble cohérent. Par ailleurs, un équilibre dans la répartition géographique des actions programmées doit être recherché.

Ces actions doivent répondre aux besoins des différents publics et tenir compte des spécificités du territoire d'intervention. En outre, elles s'inscrivent dans les orientations des politiques départementales (Schéma départemental de l'autonomie, schéma unique des solidarités, programme coordonné de la CFPPA).

Le responsable autonomie/ MDAA 76 est en charge de l'animation globale du territoire de l'UTAS. Aussi, afin d'identifier les priorités d'actions à mener au sein des programmes locaux de prévention, les professionnels du CLIC doivent travailler en étroite collaboration avec ce dernier et en lien avec le pilote MAIA.

Les actions menées par les CLIC sont « collectives ». Elles offrent ainsi aux personnes la possibilité d'échanger sur leurs propres préoccupations et problématiques et sont un moyen de travailler sur des représentations partagées. Elles permettent également d'identifier des personnes ressources, au niveau des intervenants (professionnels ou bénévoles) ou au niveau d'autres participants⁹.

Enfin, participer à une action collective est un moyen de lutter contre la solitude, de vivre un temps d'ouverture de soi et d'ouverture aux autres.

Dans le champ du « Bien vieillir », les programmes d'actions identifiés comme les plus efficaces sont principalement ceux qui visent à motiver les personnes à participer socialement pour favoriser les changements de comportement, améliorer les modes de vie et préserver la capacité de décision.

Des thèmes prioritaires¹⁰, interagissant les uns avec les autres, guident ainsi l'action des CLIC.

Les actions menées doivent répondre aux objectifs suivants :

- promouvoir l'activité physique ;
- promouvoir une alimentation saine et équilibrée ;

⁸ Tel que défini dans le cahier des charges des CLIC. Il s'agit de CLIC dans l'obligation de fonctionner après accord du Département sur deux lieux distincts en raison de l'étendue du territoire (+ 1000 km²) et/ou d'un nombre de 60 ans et supérieur à 45 000.

⁹ Source Tessier S. Les éducations en santé. Éducation en santé, éducation thérapeutique, éducation à porter soins et secours. Paris : Maloins, coll. Éducation du patient, 2012

¹⁰ Source INPES Actions collectives « Bien vieillir » Repères théoriques, méthodologiques et pratiques

- prévenir les troubles de la santé mentale : lutter contre la dépression, l'isolement, le sentiment de solitude, renforcer les compétences psychosociales ;
- prévenir les traumatismes : agir sur les chutes, le suicide, la maltraitance ;
- prévenir les consommations d'alcool et de tabac ;
- renforcer les fonctions cognitives : stimuler la mémoire à court, moyen et long terme ;
- favoriser le bon usage des médicaments ;
- renforcer le capital social : encourager la participation sociale, proposer des actions éducatives et sociales ;
- adapter l'environnement : développer et favoriser l'accès aux nouvelles technologies, améliorer l'accès à des environnements sans danger et stimulants.

✓ Actions à destination des proches aidants

Les actions éligibles au titre des crédits alloués sont les suivantes :

- l'information, la sensibilisation et les actions de prévention spécifiques à destination des aidants
- les actions de soutien (soutien psychosocial collectif ou ponctuellement individuel)
- la formation

Ces actions devront :

- être destinées spécifiquement à chaque catégorie d'aidants ou proposer des actions transverses aux publics concernés,
- reposer sur une étude de besoins préalable, un diagnostic de l'offre afin d'éviter toute redondance avec des actions pré existantes dans une logique de complémentarité,
- apporter une réponse partenariale de proximité,
- tendre à une équité dans l'offre territoriale proposée
- être accessibles gratuitement à ces proches aidants ;
- être organisées au regard des besoins et des contraintes des aidants sur les territoires ;
- faire l'objet d'une évaluation quantitative et qualitative.

✓ Actions à destination des professionnels du secteur gériatrique

Les actions proposées par le CLIC aux professionnels visent à informer sur des thématiques en lien avec l'avancée en âge. Elles ne sont pas considérées comme des actions de formation.

À noter que les actions à destination des personnes âgées de 60 ans et plus et des proches aidants peuvent être ouvertes aux professionnels si cela est compatible aux objectifs visés.

Article 7 : Les dispositions financières

1) Les partenaires financiers :

Pour assurer ces missions, en complément de la participation financière du Département, l'organisme gestionnaire doit solliciter les principaux partenaires territoriaux et rechercher les autres possibilités de financement.

Les organismes gestionnaires sont par ailleurs incités au rapprochement, voire à la mutualisation de certaines fonctions telle que la gestion administrative et financière, et à la rationalisation de certains frais logistiques comme les locaux.

En fonction des crédits alloués par la CNSA, des financements supplémentaires au titre de la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie pourront être mobilisés pour soutenir le rôle de prévention des CLIC sur les territoires. Les actions et les financements seront précisés dans le cadre de conventions dédiées.

2) Le financement par le Département :

- La demande de subvention au Département

L'organisme gestionnaire transmettra au plus tard le 31 octobre de chaque année :

- ✓ le budget prévisionnel du CLIC pour l'année suivante approuvé par l'organe délibérant de l'organisme gestionnaire, accompagné d'un explicatif sur les dépenses et les recettes et d'une présentation des projets pour l'année à venir ;
- ✓ la liste des financements reçus par l'organisme durant l'année écoulée ;
- ✓ la liste des financements attendus par l'organisme pour l'année ;
- ✓ le tableau des effectifs en personnel et des rémunérations (état des emplois rémunérés et des emplois aidés en temps de travail et coût).

L'ensemble de ces documents devra être certifié par le Président de l'organisme gestionnaire.

En cas de modification, l'organisme gestionnaire transmettra également :

- ✓ pour les organismes privés la liste des membres du conseil d'administration et du bureau ;
- ✓ la liste des membres du comité consultatif du CLIC.

- Les modalités d'attribution et de versement de la subvention

✓ La participation du Département est fixée chaque année par la commission permanente du conseil départemental sur la base des critères de financement des CLIC adoptés par le conseil départemental, dans la limite des crédits votés au budget, après examen des documents transmis par l'organisme gestionnaire. La subvention est attribuée sous réserve des crédits disponibles.

Le Département verse sa participation comme suit :

Au titre de chaque année la subvention d'exploitation sera versée en un acompte et un solde selon les modalités suivantes :

- Au mois de mars, versement du montant arrêté par la commission permanente du conseil départemental au titre de la part fixe de la subvention, et minorée le cas échéant pour tenir compte de l'excédent de financement constatés au bilan financier du CLIC de l'année écoulée N-2.

Pour la détermination de l'excédent de financement seront pris en compte :

- le report à nouveau non affecté ;
- les résultats à affecter ;
- les réserves prévues au CASF R. 314-51 II et III, à l'exception des affectations réalisées pour le financement de mesures d'investissement visé au II-2ème et pour la compensation des charges d'amortissement des équipements de mise aux normes de sécurité visée au II-6ème.

- Au mois d'octobre, versement du solde de la subvention arrêtée par la commission permanente du conseil départemental pour l'exercice en cours. Le solde correspond à la part variable de la subvention attribuée en fonction de la réalisation des objectifs définis.

Le versement du solde de la subvention est conditionné par la communication au Département de la Seine-Maritime des pièces suivantes au plus tard le 30 avril de chaque année :

- le rapport d'activité de l'année écoulée (N-1) à remplir à partir du modèle fourni par le Département ;
- dans ce cadre, l'organisme gestionnaire procède à une analyse régulière de l'activité du CLIC. Le rapport d'activité est établi chaque année sur la base d'une évaluation quantitative et qualitative. L'organisme gestionnaire s'engage à renseigner le logiciel d'activités du CLIC régulièrement et à transmettre les informations au Département ;
- le bilan financier (actif/passif) de l'année N-1 du CLIC ;
- le compte de résultat de l'année N-1 ;
- le compte de résultat sera détaillé et accompagné d'un explicatif sur les écarts entre les prévisions et les réalisations ;
- l'état réalisé de la section d'investissement ;
- les annexes (tableau des effectifs en personnel et des rémunérations, tableau d'amortissement des immobilisations ; états des emprunts, des frais financiers et des provisions) ;

- l'ensemble de ces documents approuvé par l'organe délibérant devra être certifié par le Président de l'organisme gestionnaire ;
- le rapport du commissaire aux comptes (si l'organisme gestionnaire a cette obligation).

- Les modalités de paiement

L'ordonnateur de la dépense est le Président du Département de la Seine-Maritime.

Le service payeur est la paierie départementale.

- Les modalités en cas de cessation d'activité du gestionnaire

Si l'organisme gestionnaire vient à cesser l'activité du CLIC en cours d'année, la subvention accordée sera reversée au Département au prorata temporis.

3) L'affectation du résultat d'exploitation du CLIC :

Aux termes de l'article R. 314-195 du CASF, l'affectation du résultat d'exploitation du CLIC est réalisée dans les conditions fixées à l'article R. 314-51 II et III du CASF. Les éventuels déficits sont couverts en priorité par reprise sur le compte de réserve de compensation constitué des excédents réalisés.

Article 8 : Obligations de l'organisme gestionnaire

1) Obligations générales :

L'organisme gestionnaire devra justifier à tout moment, sur la demande du Département de la Seine-Maritime, de l'utilisation des subventions reçues.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit au Département, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

L'organisme gestionnaire tiendra sa comptabilité à la disposition des services départementaux pour répondre de ses obligations.

L'organisme gestionnaire doit fournir une comptabilité détaillée de l'action subventionnée.

L'organisme gestionnaire doit tenir sa comptabilité par référence aux principes du plan comptable général applicable et aux avis du conseil national de la comptabilité.

L'organisme gestionnaire devra prévenir sans délai le Département de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des mesures à prendre en préservant la responsabilité du Département qui ne saurait dans le cadre de l'exécution de la présente voir sa responsabilité recherchée par l'organisme gestionnaire en qualité d'organisme public subventionneur.

2) Contrôle de l'utilisation des deniers publics :

a. Prescriptions légales applicables aux organismes de droit privé

L'article L 612-1 du Code de Commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non-commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 euros ;
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 euros hors taxes ;
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article L 612-4 du code de commerce dispose que les associations recevant par an plus de 153 000 euros d'aides directes et ou indirectes de personnes publiques doivent :

- nommer un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant ;
- assurer la publicité de leurs comptes annuels et du rapport du commissaire aux comptes en les transmettant à la direction des journaux officiels.

En application du quatrième alinéa de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, « lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'organisme de droit privé bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste

de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Le compte rendu financier est déposé auprès de l'autorité administrative qui a versé la subvention (...) ».

Le compte rendu financier ci-dessus visé contiendra l'analyse la plus détaillée de l'utilisation des deniers publics par l'organisme gestionnaire. Sur demande du Département, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous huitaine.

L'organisme gestionnaire devra s'acquitter des obligations légales à sa charge.

b. Stipulations particulières applicables aux organismes de droit public et privé

L'organisme gestionnaire et utilisateur de deniers publics devra mettre le Département en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

L'organisme gestionnaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général départemental au travers de son action.

3) Respect des clauses de la convention :

En cas de violation par l'organisme gestionnaire de l'une des clauses de la présente convention, après éventuellement mise en demeure de s'y conformer dans le délai qu'il fixera, délivrée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le Département pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Le reversement fera l'objet d'une injonction délivrée par voie de lettre recommandée avec demande d'avis de réception par le Département, et sera poursuivi par voie de titre exécutoire s'il n'est pas fait droit à l'injonction sous quinzaine.

4) Assurances :

L'organisme gestionnaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité du Département de la Seine-Maritime puisse être mise en cause. Il devra justifier sur demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondantes. 11

5) Autres obligations légales spécifiques aux établissements et services sociaux :

L'organisme gestionnaire doit notamment procéder aux évaluations incombant aux établissements et services sociaux, comprenant une démarche d'évaluation interne et les évaluations à faire réaliser dans le cadre de l'autorisation et de son renouvellement par des organismes extérieurs habilités, et à communiquer les résultats de ces évaluations au Département.

Article 9 : Suivi de la convention

- Évaluation du fonctionnement du CLIC :

Dans ce cadre, le CLIC doit transmettre au Département, pour le 30 avril de chaque année :

- les outils de la loi du 2 janvier 2002 mis en place en précisant les modalités de diffusion de ces outils ;
- les listes actualisées à destination des usagers ;
- les autres indicateurs d'activité extraits par le logiciel de gestion ou tenus par le CLIC qu'il paraît intéressant de suivre ;
- les fiches de poste actualisées ;
- le plan annuel de formation ;
- les conventions de partenariats signées ;
- les outils communs créés avec les partenaires ;

- les documents formalisant les procédures d'évaluation, d'intervention, de suivi et de coordination en matière d'accompagnement individuel ;
- les documents formalisant les responsabilités du CLIC et la complémentarité des interventions vis à vis des partenaires de la coordination gérontologique ;
- des exemples de contrats d'accompagnement ou de fiches de consentement de la personne âgée ;
- le nombre et le contenu des actions collectives.

Le CLIC devra fournir tout élément que le Département jugera utile à l'évaluation de ses missions.

Le Département réunira une fois par an les CLIC pour leur faire part de l'analyse des bilans d'activités.

L'évaluation du fonctionnement des CLIC reposera essentiellement sur les critères suivants :

- Service à l'utilisateur :

- nombre annuel de jours et d'heures d'ouverture du CLIC ;
- nombre annuel de jours et d'heures d'accueil du public ;
- dispositions prises pour assurer la continuité du service ;
- niveau de couverture territoriale.

- Concertation autour des situations individuelles :

- mise en place des outils réglementaires ;
- respect des règles déontologiques et éthiques ;
- rôle de référent du CLIC pour les professionnels et acteurs de premiers recours ;
- réalisation d'évaluations multidimensionnelles et de plans d'accompagnement ;
- mise en place de commissions pluridisciplinaires ;
- nombre de bénéficiaires accompagnés au regard du territoire ;

- Coopération/ partenariat :

- nature du partenariat et à son évolution ;
- travail en complémentarité avec le responsable autonomie/MDAA 76 et les équipes autonomie du Département ;
- réunions gestionnaire et responsable autonomie/MDAA 76
- participation aux travaux de mise en œuvre des MDAA 76 ;
- inscription dans le projet social de territoire de l'UTAS ;
- connaissance et à animation d'un réseau d'acteurs à l'échelle du territoire ;
- mise en place des instances de suivi du CLIC.

- Actions collectives d'information et de prévention :

- public visé par les actions : personnes âgées de 60 ans et plus, proches aidants
- professionnels ;
- objectifs poursuivis ;
- réponse apportée aux besoins des publics ;
- choix du territoire ;
- nombre d'actions mises en œuvre ;
- mise en place d'une programmation locale adaptée.

- Formations professionnalisantes suivies par l'équipe ;

- Engagements du CLIC à faire évoluer son activité : nouveaux outils et partenariats envisagés, nouvelles actions prévues, etc.

Article 10 : Communication

Les actions de communication entreprises par le CLIC devront faire mention du soutien financier du Département et de la CNSA dans le cadre de la CFPPA, le cas échéant. Les supports de communication graphiques devront faire apparaître le logo du Département et celui de la CFPPA, le cas échéant.

Toute communication ou publication du bénéficiaire, sous quelque forme ou sur quelque support que ce soit, doit mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le Département n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou cette publication.

Article 11 : Durée et résiliation de la convention

La présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2024 (pour les CLIC qui seraient autorisés après le 1er janvier 2024, à compter de sa date de signature).

Elle est consentie et acceptée pour une période d'un an prenant fin au 31 décembre 2024, (pour les CLIC qui seraient autorisés après le 1er janvier 2024, jusqu'au 31 décembre 2024).

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception, valant mise en demeure.

Article 12 : Litiges

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif de Rouen.

Fait en deux exemplaires le :

La représentante légale de
l'organisme gestionnaire du CLIC

Le Président du Département

Caroline DUTARTE

Bertrand BELLANGER